



VIOLENCES POLICIÈRES : AU MOINS UNE BLESSÉE GRAVE PARMI LES PERSONNELS DE L'ÉDUCATION

Le 23 mars, la violence d'Etat et l'usage brutal de la force contre des manifestants pacifiques ont franchi un nouveau cap au niveau du théâtre des arts à Rouen. Ainsi, au-delà de l'utilisation de gaz lacrymogène, nous avons pu constater l'utilisation disproportionnée de flashball puis de grenades de désencerclement.

Les syndicats CGT Educ'action. SUD éducation, SNES-FSU, SNUIPP-FSU, FNEC-FP-FO condamnent avec force les violences policières qui ont eu cours lors de la manifestation du 23 mars à Rouen, à l'appel de l'intersyndicale nationale. Parmi les manifestant.e.s blessé.e.s et victimes de ces violences figurent au moins deux salarié.e.s de l'Education Nationale, dont une collègue AESH qui, en recevant une grenade de désencerclement sur la main, a eu le pouce arraché et a perdu connaissance, avant d'être hospitalisée. Et ce alors même qu'elle demandait à de jeunes manifestants de reculer et de rejoindre le cortège principal !

Les syndicats CGT Educ'action. SUD éducation, SNES-FSU, SNUIPP-FSU, FNEC-FP-FO demandent à ce qu'une enquête soit ouverte au plus vite sur cette « agression policière » comme sur d'autres, et à ce que les faits ne restent pas impunis.

Les syndicats CGT Educ'action. CGT Educ'action. SUD éducation, SNES-FSU, SNUIPP-FSU, FNEC-FP-FO condamnent la stratégie présidentielle qui consiste à passer en force avec le 49.3 une réforme dont personne ne veut et à utiliser la violence et la répression contre les jeunes, les salarié.e.s, les retraité.e.s, tout en essayant de réduire à des « factieux » ces millions d'hommes et de femmes qui manifestent dans le calme depuis deux mois contre la réforme des retraites. Depuis le 15 mars dernier, nous constatons un changement notable de la doctrine concernant le maintien de l'ordre à Rouen (gazage des manifestants pacifiques à la fin de la manifestation devant la CARSAT de Normandie, charge de CRS devant le rectorat, puis notamment devant le permanence du député Damien Adam....)

Macron est le seul responsable de cette situation. En maintenant sa réforme contre l'immense majorité de la population c'est lui qui est violent ! C'est lui qui piétine la démocratie. La seule solution c'est qu'il retire immédiatement sa réforme des retraites.

Les syndicats CGT Educ'action. SUD éducation, SNES-FSU, SNUIPP-FSU, FNEC-FP-FO apportent tout leur soutien à l'ensemble des victimes de violences policières, qu'elles soient ou non de l'éducation, et réaffirment leur détermination à lutter pour gagner le retrait de la réforme des retraites.

Rouen, le 24 mars 2023